

Cote du document: EB 2020/LOT/P.11
Date: 7 décembre 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président
Proposition de financement additionnel
en faveur de la
République turque pour le
Programme de développement rural
des hautes terres

Numéro du projet: 2000001409

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Dina Saleh

Directrice régionale par intérim
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2780
courriel: d.saleh@ifad.org

Bernard Hien

Chef de pôle/directeur de pays
téléphone: +90 530 257 3554
courriel: b.hien@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et description du programme	1
A. Contexte	1
B. Description du programme initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	4
D. Coût, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	8
C. Classement au regard des risques climatiques	8
IV. Exécution	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Cadre organisationnel	9
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique	10
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VI. Recommandation	11

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Dina Saleh
Directeur de pays:	Bernard Hien
Responsable technique:	Tom Mwangi Anyonge
Responsable des finances:	Karim Alaa Abdel
Spécialiste climat et environnement:	Nicolas Tremblay
Juriste:	Aspasia Tsekeri

Sigles et acronymes

KGF	Fonds de garantie des crédits (Kredi Garanti Fonu)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PTBA	Plan de travail et budget annuel
UCGP	Unité centrale de gestion du programme
URDP	Programme de développement rural des hautes terres
URGP	Unité régionale de gestion du programme

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République turque
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des forêts
Coût total du programme:	73,50 millions d'EUR
Montant du prêt initial du FIDA:	35,15 millions d'EUR
Montant du don initial du FIDA:	0,90 million d'EUR
Conditions du financement initial du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Montant du prêt additionnel du FIDA:	19,09 millions d'EUR (équivalant approximativement à 21 millions d'USD)
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans. L'emprunteur a opté pour une marge fixe par rapport au taux d'intérêt de référence du marché, exigible chaque semestre au titre de l'encours du prêt. Le taux d'intérêt retenu sera celui en vigueur au trimestre correspondant aux dates de remboursement choisies.
Contribution de l'emprunteur:	10,41 millions d'EUR
Contribution des bénéficiaires:	7,94 millions d'EUR
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel visant à combler un déficit de financement, telle qu'elle figure au paragraphe 47.

I. Contexte et description du programme

A. Contexte

1. Le présent mémorandum a pour objet de solliciter l'approbation d'un financement additionnel, sous la forme d'un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de 19,09 millions d'EUR, en faveur du Programme de développement rural des hautes terres (URDP).
2. Le programme, d'un coût total de 98,14 millions d'EUR, avait été soumis au Conseil d'administration en décembre 2017 (EB 2017/122/R.26/Rev.1), qui avait approuvé un prêt de 35,15 millions d'EUR et un don de 0,90 million d'EUR. Un cofinancement de 29,14 millions d'EUR avait été apporté par le Gouvernement turc (15,70 millions d'EUR), les bénéficiaires (10,94 millions d'EUR) et le Fonds de garantie des crédits (Kredi Garanti Fonu – KGF) (2,50 millions d'EUR). Dans la mesure où les fonds alloués à la Turquie au titre du cycle 2019-2021 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) avaient été entièrement utilisés, un déficit de financement de 32,95 millions d'EUR devait être comblé au moyen de l'allocation suivante du SAFP, une fois celle-ci disponible.
3. L'accord de financement relatif à la première phase du programme a été signé par le FIDA et la République turque le 26 décembre 2017 et est entré en vigueur le 5 mars 2018. Il prévoit une date d'achèvement du programme au 31 mars 2023 et une date de clôture du financement au 30 septembre 2023.
4. Afin que le programme ne dépasse pas la dernière allocation de financement accordée au pays dans le cadre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), son coût total a été ramené à 73,50 millions d'EUR, en étroite concertation avec le Gouvernement. La demande de financement additionnel a pour objectif de combler le déficit de financement subsistant en vue de garantir la bonne exécution du programme.

B. Description du programme initial

5. L'objectif général du programme est d'accroître la prospérité et la résilience des petits exploitants des hautes terres. Cet objectif sera atteint par l'amélioration des perspectives économiques pour les populations rurales pauvres, sur la base d'exploitations compétitives et d'entreprises agricoles connectées et intégrées à des pôles économiques plus rentables, utilisant de manière plus durable les ressources naturelles de la Turquie. La stratégie de base consiste à faire fond sur les caractéristiques appréciées de la production rurale et à les accentuer, en veillant à promouvoir des pratiques durables d'utilisation de la terre et de l'eau, tout en augmentant la capacité d'adaptation des petits exploitants aux conditions climatiques.
6. Cette stratégie est axée sur deux grands résultats complémentaires. Le premier consiste à établir un appui essentiel au développement de l'activité agricole au moyen d'une meilleure gestion des ressources naturelles et d'une plus grande valeur ajoutée pour la transformation du monde rural, en utilisant une approche de regroupement économique. Le second vise à améliorer l'accès des petits exploitants à des services financiers, en mobilisant des ressources financières privées. Ces deux grands résultats ont été choisis pour parvenir de manière optimale à réduire les contraintes fondamentales auxquelles se heurtent les petits exploitants pauvres dans les zones de hautes terres. Les résultats combinés seront donc supérieurs à la somme de leurs parties si l'on veille à ce que les multiples

difficultés soient abordées simultanément, selon les besoins. En outre, les résultats attendus reflètent également les domaines dans lesquels le FIDA dispose d'un avantage comparatif par rapport à d'autres partenaires de développement, notamment en jouant le rôle de catalyseur d'une transformation inclusive du monde rural dans l'intérêt des petits exploitants. Le programme devrait s'achever en 2025.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

7. L'URDP a le potentiel de mettre à profit une vaste expérience de terrain susceptible d'enrichir le débat sur les politiques dans les domaines du regroupement et du développement des activités agricoles menées par les jeunes et les femmes dans les zones rurales de Turquie. Le FIDA et le Gouvernement perçoivent tous les deux l'URDP comme un investissement considérable pour lutter contre l'isolement et le dépeuplement croissants des zones rurales, et les inégalités croissantes entre les zones rurales et urbaines. Par conséquent, l'apprentissage et les savoirs générés contribueront grandement à la conception et à l'exécution d'interventions agricoles permettant d'autonomiser les jeunes dans l'ensemble du secteur agricole.
8. Le Gouvernement a officiellement demandé un financement additionnel au titre du cycle actuel du SAFR pour combler le déficit de financement de 32,95 millions d'EUR, comme prévu au moment de l'approbation du programme par le Conseil d'administration en décembre 2017. Étant donné que l'allocation de 19 millions d'EUR accordée au titre du SAFR est inférieure de 13,9 millions d'EUR au montant requis pour combler le déficit de financement actuel, les coûts afférents au programme ont été réduits pour correspondre aux fonds disponibles, à la faveur d'une réduction de la portée du programme. Le financement additionnel permettra de mettre en œuvre l'éventail complet des activités liées aux projets. L'approche adoptée pour réduire l'envergure du programme de manière à ne pas dépasser le financement disponible a été soigneusement choisie de façon à diminuer la portée de chaque composante en fonction de l'enveloppe réduite et du coût calculé par bénéficiaire, tout en préservant pleinement le potentiel d'apprentissage.
9. Plus récemment, les restrictions et les autres mesures adoptées pour enrayer la pandémie de COVID-19 risquent de nouveau de marginaliser économiquement et socialement les zones rurales. Le programme contribuera non seulement à atténuer ce risque, mais aussi à formuler des recommandations visant à atténuer les conséquences de la COVID-19 et à accélérer le relèvement.
10. Le programme a été lancé en mars 2019. Son démarrage a été retardé du fait de la politique de plafonnement budgétaire mise en œuvre par le Gouvernement face à la crise économique. Maintenant que la réforme a été menée à bien, avec la création de 22 pôles de développement économique, la finalisation de 22 plans d'investissement stratégiques et le lancement du système de dons de contrepartie, qui a reçu 7 450 demandes, le contexte est désormais propice à la mise en œuvre du programme, qui bénéficiera d'un financement complet et sera exécuté à un rythme accéléré pour compenser le temps perdu.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques que le FIDA doit transversaliser en priorité

11. **Genre.** Les obstacles tels que le manque d'actifs, de capitaux et d'accès au crédit institutionnel, les contraintes de temps, les compétences techniques insuffisantes et le manque d'accès aux services de vulgarisation affectent davantage les femmes que les hommes. Du fait de leur maigre présence dans les institutions et les organisations officielles, les femmes éprouvent des difficultés à faire entendre leur voix et à influencer sur la prise de décisions. Conformément à la stratégie pour l'égalité femmes-hommes, le programme sera doté d'un plan d'action en la matière, en vue de donner aux femmes les moyens de renforcer leur avancement économique et social. Le plan d'action comportera une formation sur l'amélioration

des pratiques destinées à accroître la production et la productivité, des activités de renforcement des compétences financières et commerciales requises pour créer de petites entreprises ou mener des activités rémunératrices, ainsi qu'une aide relative à l'accès aux services financiers appropriés.

12. **Jeunes.** Au niveau national, l'une des principales difficultés auxquelles se heurtent les jeunes est le chômage. En outre, les jeunes issus des régions rurales font face à des défis encore plus considérables en raison de la diminution du nombre d'infrastructures sociales attrayantes, notamment les écoles et les installations culturelles, et du manque de valeur ajoutée qu'apporte l'agriculture, ce qui les dissuade d'investir leur temps et leur énergie dans ce secteur. Beaucoup, en particulier les jeunes hommes, considèrent que la migration vers les grands centres urbains dans le but de trouver un emploi informel est une possibilité intéressante. Afin de favoriser l'emploi des jeunes en milieu rural, le programme vise à promouvoir la participation des jeunes hommes et femmes aux différents segments des filières: i) dans les services tels que le transport, la distribution et la main-d'œuvre employée dans les centres de transformation; ii) en tant que producteurs, en adoptant par leur entremise une approche de la production et de la commercialisation axée sur le marché. En outre, étant donné que les jeunes femmes sont plus nombreuses dans les zones rurales et qu'elles travaillent dans l'agriculture, le programme leur accordera une attention particulière.
13. **Climat.** Les températures ont augmenté régulièrement dans les deux provinces visées par le programme, avec des pics au début de l'été et en hiver. Bien que la pluviosité ait augmenté dans la plupart des provinces, la répartition des précipitations annuelles a changé. L'érosion des sols est un problème récurrent qui risque de s'aggraver avec l'augmentation des précipitations. Le programme permettra d'améliorer la résilience face aux chocs en appuyant les activités de sensibilisation et de formation, ainsi que les investissements climatiquement rationnels, tels que l'irrigation à petite échelle, la production végétale sous abri (à l'aide de tunnels en plastique), la culture en courbes de niveau et le remembrement des terres par la plantation d'espèces agroforestières clés.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

14. Le programme est actuellement mis en œuvre dans huit provinces réparties dans deux régions – la Méditerranée orientale (Adana, Mersin, Osmaniye et Kahramanmaraş) et la Mer noire occidentale (Bartın, Kastamonu, Sinop et Çankiri) –, si bien qu'il peut englober 35 districts et cibler 30 000 ménages au cours de la première phase et 17 400 au cours de la seconde phase, soit un total de 47 400 ménages.
15. L'intervention porte essentiellement sur les hautes terres et les zones de transition, où les terres agricoles et les pâturages se situent principalement au-dessus de 600 mètres d'altitude et où se trouvent la plupart des villages forestiers. Cependant, certains villages situés en dessous de 600 mètres (entre 400 et 600 mètres) peuvent aussi être choisis sur la base de facteurs topographiques et de caractéristiques similaires aux villages de montagne (c'est-à-dire particulièrement défavorisés en raison de leur localisation).
16. L'URDP se concentre principalement sur les populations pauvres économiquement actives – celles qui restent dans les zones rurales et ont la possibilité d'investir du temps, des efforts et du capital et d'être ainsi les catalyseurs de cette transformation. Les bénéficiaires peuvent être répartis en trois groupes cibles principaux: i) les pauvres économiquement actifs produisant à un niveau de semi-subsistance; ii) les pauvres économiquement actifs ayant un potentiel de croissance; iii) les moteurs de la transformation (fournisseurs, commerçants ou entreprises agricoles). La stratégie de ciblage comprend plusieurs méthodes et approches. L'autociblage en fait partie étant donné que de nombreuses activités présentent une pertinence immédiate pour les agriculteurs économiquement actifs (pauvres et mieux nantis) et d'autres acteurs des filières, qui ont un intérêt et une

motivation véritables à participer aux réunions ou aux activités des groupements. Des activités ciblées sont également orientées vers les femmes et les jeunes – qui représenteront respectivement 30% et 10% des bénéficiaires du programme –, et vers les ménages pastoraux transhumants.

C. Composantes, résultats et activités

17. Sur le plan opérationnel, les deux résultats, à savoir i) le renforcement des pôles de développement économique, et ii) le renforcement du recours aux services financiers parmi les populations rurales des hautes terres, se traduisent par deux composantes concrètes:
18. **Composante 1: regroupement en filières pour une transformation rurale résiliente.** Le pôle de développement économique constitue le point d'entrée pour la résolution des difficultés locales entravant le développement des principales filières. Cette composante permet d'augmenter le volume de la production et des échanges de produits agricoles au sein de chaque pôle, grâce à des investissements individuels et à un appui aux infrastructures économiques clés cogérées par les parties prenantes. La rentabilité de l'agriculture des hautes terres et des entreprises agricoles s'en trouve accrue, tout comme l'intérêt, pour les jeunes agriculteurs, de rester dans ces zones. Cette composante permet également de nouer des partenariats d'investissement groupés, dans lesquels sont mobilisés des investissements privés et publics, tandis que l'URDP financera une partie des investissements sous forme de don. La composante 1 s'articule autour de cinq volets: i) mise en place de plateformes multipartites axées sur les activités de mobilisation sociale; ii) construction d'infrastructures économiques pour soutenir les groupements, en mettant l'accent sur les activités de génie civil; iii) appui à la formation et à l'organisation des agriculteurs; iv) appui à l'investissement individuel ciblé, l'accent étant mis sur les activités de cofinancement au moyen des partenariats d'investissement groupés; v) image de marque régionale et indication d'origine géographique, en se concentrant sur les études de produits et les activités d'évaluation de la qualité.
19. **Composante 2: finance rurale accessible à tous.** Cette composante favorise l'inclusion financière dans les zones ciblées, de manière à élargir les plans d'investissement dans le secteur et les entreprises agricoles et, partant, à améliorer les moyens d'existence et à augmenter les possibilités d'emploi dans les zones rurales pour les jeunes, les femmes, les petits agriculteurs et le groupe cible en général. Elle prévoit la mise en place d'un mécanisme de garantie du crédit rural (sous-composante 2.1), afin de réduire les exigences de garantie pour les nouveaux prêts d'investissement, et d'un mécanisme d'appui financier rural (sous-composante 2.2), afin d'améliorer la faisabilité bancaire des nouvelles propositions de prêts d'investissement et de renforcer l'aptitude des segments les plus pauvres à devenir des entrepreneurs susceptibles de lancer des initiatives rurales rentables. À plus long terme, les institutions financières participantes auront une meilleure compréhension du secteur rural et parviendront alors à mettre au point des outils et des mécanismes d'évaluation des risques agricoles, éliminant ainsi la question des garanties.
20. **Composante 3: gestion du programme.** Cette composante regroupe toutes les activités liées à la gestion et à l'exécution du programme.

D. Coût, avantages et financement

Coût du programme

21. L'URDP est financé sur une période de huit ans pour un coût total estimé à 98,14 millions d'EUR (montant initial), puis à 73,50 millions d'EUR (suivant la réduction du SAFR). Il est exécuté en deux phases, sur deux cycles de financement. Chacune des deux phases devrait durer cinq ans, avec un chevauchement de deux ans. La composante la plus importante en matière de coût est la composante 1 – regroupement en filières pour une transformation rurale

résiliente (85,8% des coûts totaux de la phase 2). La gestion et la coordination du programme représentent 11% du total des coûts afférents à la phase 2.

Tableau 1
Résumé du financement initial et du financement additionnel
(en milliers d'EUR)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	35 150	19 094	54 244
Don du FIDA	900	-	900
Autres cofinanceurs	-	-	-
Bénéficiaires**	5 750	2 189	7 939
Emprunteur/bénéficiaire**	5 559	4 854	10 413
Déficit de financement initial	32 948	-	-
Total	80 307	26 137	73 496

* Voir les tableaux 1 et 2 du document EB 2017/122/R.26/Rev.1 pour le détail de la répartition.

** Les contributions des bénéficiaires et du Gouvernement ont été calculées sous forme de montants forfaitaires dans les tableaux relatifs au coût total du programme (y compris le prêt initial). La répartition de ces contributions entre le prêt initial et le financement additionnel a été estimée à partir des activités mises en œuvre chaque année pour chaque prêt et de leur contribution correspondante (impôt, bénéficiaires, etc.).

Tableau 2
Financement additionnel: Coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'EUR)

<i>Composante</i>	<i>Financement additionnel</i>										<i>Total</i>
	<i>Prêt additionnel du FIDA</i>		<i>Don additionnel du FIDA</i>		<i>Autres cofinanceurs</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Emprunteur</i>		
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Contributions monétaires</i>	<i>%</i>	<i>Taxes et impôts</i>	<i>%</i>	
1. Regroupement en filières pour une transformation rurale résiliente	16 569	74	-	-	-	-	2 189	10	3 689	16	22 447
2. Finance rurale accessible à tous	603	87	-	-	-	-	-	-	94	13	697
3. Gestion du programme	1 922	64	-	-	-	-	-	-	1 070	36	2 992
Total	19 094	73	-	-	-	-	2 189	8	4 854	19	26 137

Tableau 3
Financement additionnel: coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'EUR)

Catégorie de dépenses	Financement additionnel										Total
	Prêt additionnel du FIDA		Don additionnel du FIDA		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	%	Taxes et impôts	%	
I. Dépenses d'investissement											
A. Conseil, formation et ateliers	4 099	82	-	-	-	-	-	-	929	18	5 028
B. Biens, services et matériel	1 660	80	-	-	-	-	-	-	427	20	2 087
C. Dons, fonds de garantie du crédit	6 544	75	-	-	-	-	2 189	25	-	-	8 733
D. Travaux	5 391	69	-	-	-	-	-	-	2 435	31	7 826
Total des dépenses d'investissement	17 693	75	-	-	-	-	2 189	9	3 791	16	23 673
II. Dépenses récurrentes											
A. Dépenses de fonctionnement	1 401	57	-	-	-	-	-	-	1 063	43	2 464
Total des dépenses récurrentes	1 401	57	-	-	-	-	-	-	1 063	43	2 464
Total	19 094	73	-	-	-	-	2 189	8	4 854	19	26 137

Tableau 4
Coût du programme par composante et par année
(en milliers d'EUR)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Regroupement en filières pour une transformation rurale résiliente	1 097	5	5 937	26	6 894	31	4 873	22	3 748	16	22 448
2. Finance rurale accessible à tous	386	55	191	27	40	6	40	6	40	6	697
3. Gestion du programme	172	6	330	11	800	27	814	27	876	29	2 992
Total	1 655	7	6 457	25	7 733	30	5 727	22	4 564	17	26 137

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

22. Le coût total du programme, soit 73,50 millions d'EUR, sera financé par deux prêts du FIDA, à hauteur de 35,15 millions d'EUR et de 19,09 millions d'EUR, respectivement. Un don du FIDA de 0,90 million d'EUR a été octroyé principalement pour la gestion des savoirs et les activités de coopération Sud-Sud. La contribution du Gouvernement s'élèvera à 10,41 millions d'EUR sur les deux phases, et les contributions des bénéficiaires sont estimées à 7,94 millions d'EUR. Le cofinancement du Gouvernement sera affecté: i) au détachement du personnel du programme au niveau provincial et régional; ii) à la construction de routes; iii) à la prise en charge de tous les impôts et taxes sur les biens et services achetés. Le cofinancement que le KGF avait prévu de fournir au moment de la conception du programme ne s'est pas concrétisé en raison de la capacité financière actuellement limitée du cofinancier.

Décaissement

23. Le financement du FIDA sera décaissé conformément aux procédures de décaissement en vigueur au FIDA, précisées dans le manuel d'exécution du programme et dans la Lettre à l'emprunteur/au bénéficiaire. Deux comptes dédiés au programme et libellés en euros ont été ouverts à la Banque centrale de Turquie pour recevoir, de manière séparée, les fonds alloués dans le cadre des prêts et du don du FIDA. L'allocation autorisée sera équivalente à environ six mois de dépenses du programme. Les paiements en monnaie locale sont convertis sur la base du taux de change en vigueur à la date du paiement. Les comptes désignés sont réapprovisionnés suivant le système des avances temporaires. Les demandes

de retrait seront établies par l'unité centrale de gestion du programme (UCGP) tous les trois mois ou quand 30% de l'avance auront été dépensés, selon ce qui intervient en premier.

Résumé des avantages et analyse économique

24. Les avantages attendus du programme devraient découler: i) de la promotion de l'expansion des pôles de compétitivité pour un portefeuille de produits pour lesquels les petits exploitants pourraient avoir un avantage comparatif; ii) de l'investissement dans des cultures et des élevages spécifiques procurant des revenus élevés aux petits exploitants et aux autres acteurs des filières; iii) de l'acquisition de compétences commerciales par les ménages; iv) d'un meilleur accès aux infrastructures de marché; v) d'un meilleur accès aux services financiers pour les petits exploitants et les petites et moyennes entreprises. L'impact principal résultera d'un processus de développement plus équitable, plus équilibré et plus inclusif qui réduira la fracture entre, d'une part, les régions côtières et les plaines et, d'autre part, les hautes terres. Par conséquent, les petits exploitants des zones de hautes terres verront leurs revenus augmenter grâce aux possibilités offertes par le regroupement et l'inclusion financière dans les domaines de l'agriculture, de la transformation et de l'emploi (voir le résumé actualisé de l'analyse économique et financière à l'appendice II).
25. Le taux de rentabilité économique global du programme sur 20 ans est estimé à 14,7%, et sa valeur actuelle nette, avec un taux d'actualisation de 10%, est positive (30,8 millions d'EUR). Le ratio avantages-coût est de 1,85. Ces indicateurs établissent la faisabilité économique de l'URDP.

Stratégie de sortie et durabilité

26. Il existe de solides mécanismes intégrés de durabilité. De plus, motivée par la demande du marché intérieur et régional à long terme, l'attention particulière accordée à la rentabilité – aussi bien pour chaque agent économique que pour les groupes – sera un moteur de la durabilité commerciale et offrira de fortes incitations au maintien des structures après l'achèvement du programme. Une composante d'infrastructure de soutien est également intégrée à la conception des regroupements, sous plusieurs formes essentielles: i) par l'application d'une approche axée sur la demande et le partage des coûts; ii) par l'amélioration de la capacité du groupe cible à accroître l'entrepreneuriat et la productivité des ressources existantes, en vue d'une utilisation plus efficace et plus rentable des ressources naturelles existantes (terres agricoles, pâturages et eau). Cela permettra aux groupes cibles d'augmenter leur résilience face aux défis commerciaux et environnementaux – et d'obtenir une incitation financière et les moyens de financer les coûts récurrents des investissements, avec la possibilité d'augmenter les investissements productifs. L'accès aux services financiers constitue une stratégie de sortie durable essentielle de l'URDP. En remédiant au principal obstacle en matière d'accès, à savoir le manque de garanties, et en déployant des produits de financement adaptés aux petits exploitants grâce au mécanisme de garantie de crédit du KGF, l'URDP augmentera la pénétration et la profondeur des services financiers dans les zones rurales et favorisera l'intégration des petits exploitants dans des groupements commerciaux qui leur permettront véritablement de sortir de la pauvreté. Les données probantes attestant du bon fonctionnement du modèle de pôle de développement économique permettront d'éclairer la collaboration avec les autorités publiques locales et nationales, en vue d'encourager la diffusion du modèle par d'autres initiatives de développement appuyées par le Gouvernement et d'autres acteurs du développement.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

27. Au niveau macro, les risques liés à la gouvernance et à l'engagement politique sont considérés comme modérés à faibles compte tenu de la solide continuité observée dans le pays depuis plus de trois décennies. Les risques propres à chaque composante se situent également dans des limites acceptables.
28. Le risque associé au décaissement et au manque de capacité dans le domaine fiduciaire est modéré à faible. Une équipe de gestion fiduciaire a été mise en place, un mémorandum d'accord a été signé avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en vue de fournir une assistance technique en matière de passation de marchés et de gestion financière, et des activités continues de renforcement des capacités sont prévues pour consolider les compétences et promouvoir les meilleures pratiques en matière de gestion fiduciaire.
29. La pandémie de COVID-19 continue de susciter un risque substantiel, car ses conséquences socioéconomiques devraient perdurer. Le bureau de pays du FIDA a donc renforcé son partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PNUD en vue de mener, sous la direction du Ministère de l'agriculture et des forêts, une évaluation d'impact destinée à appuyer une action sectorielle coordonnée. Dans le cadre de cette étude, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages vulnérables ont été examinés et des recommandations ont été formulées. Cette étude a également permis d'examiner le recours à des solutions numériques en vue d'améliorer l'accès des producteurs au marché, compte tenu des règles de distanciation sociale en vigueur. En outre, un plan d'urgence visant à faire face à la COVID-19 sera inclus dans le plan de travail et budget annuel (PTBA) afin d'assurer la continuité des services fournis aux bénéficiaires finaux.

B. Catégorie environnementale et sociale

30. Les interventions et les investissements prévus au titre du programme seront axés sur l'amélioration des pratiques agricoles et de la gestion des pâturages, ainsi que sur l'agriculture biologique dans les écosystèmes des hautes terres, qui sont fragiles. Les interventions permettront d'améliorer les pratiques et les capacités de gestion des ressources naturelles de tous les bénéficiaires, y compris les responsables gouvernementaux. Le recours au Système de gestion des résultats et de l'impact, associé au système de suivi du Ministère de l'agriculture et des forêts, permettra de repérer rapidement les effets potentiellement négatifs découlant d'activités pour lesquelles le ministère doit prendre des mesures correctives. Une évaluation supplémentaire a été réalisée en juillet 2020 dans le cadre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA, mais rien ne justifie de modifier la catégorie des activités environnementales et sociales du programme, qui continueront de relever de la catégorie B.

C. Classement au regard des risques climatiques

31. La mission initiale menée au titre des PESEC en 2017, lors de la détermination et de la conception détaillée du programme, a révélé que la zone cible proposée n'avait pas été désignée dans les prévisions et les bases de données actuelles comme une zone à haut risque climatique. Une topographie accidentée entraîne inévitablement des risques de glissement de terrain et d'inondation. Néanmoins, l'analyse initiale des tendances climatiques observées au cours des 34 dernières années atteste d'une augmentation de la température dans chaque district cible. Au niveau des provinces, on ne constate pas de changement évident dans les tendances de l'indice de végétation normalisé. La catégorie de risque climatique proposée reste modérée.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

32. L'URDP cadre pleinement avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 – favoriser la transformation durable et sans exclusive du monde rural. En effet, il vise à transformer les petits exploitants des hautes terres de Turquie pour améliorer leur compétitivité commerciale et leur résilience climatique. Le programme est également conforme à la stratégie du FIDA concernant le secteur privé, à sa politique relative aux entreprises rurales, à sa politique en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité femmes-hommes, ainsi qu'à sa politique de ciblage.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du programme

33. L'organisme d'exécution principal du programme est le Ministère de l'agriculture et des forêts. La gestion globale de l'URDP est assurée par la Direction générale de la réforme agricole du ministère, responsable des orientations générales et du contrôle. Les activités courantes de gestion et d'exécution du programme relèvent de l'UCGP en place. Ses principales fonctions consistent à conduire la programmation et la budgétisation d'ensemble des activités – en coopération avec les deux unités régionales de gestion du programme (URGP) et les partenaires d'exécution –, et à suivre et documenter les progrès accomplis.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

34. **Gouvernance et risques liés à la gestion financière.** Le risque inhérent au pays est considéré comme substantiel. Le diagnostic de la gouvernance établi pour la Turquie en 2014 a confirmé les conclusions de l'étude de référence sur la performance de la gestion des finances publiques réalisée par la Banque mondiale en 2009, qui faisait état d'une transformation majeure de la gestion du secteur public résultant des initiatives de réforme. Des défis subsistent en matière d'exécution, et il existe encore des domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires.
35. **Gestion financière.** Dans le cadre de projets antérieurs, la gestion financière et la passation des marchés ont été confiées au PNUD et jugées satisfaisantes. Le PNUD confiera progressivement cette responsabilité au Ministère de l'agriculture et des forêts, afin que celui-ci s'approprie davantage les projets financés par les donateurs et soit mieux à même de les gérer. Globalement, le risque de gestion financière est considéré comme modéré, et même faible lorsque les conditions de décaissement et les mesures d'atténuation sont satisfaites. Les principales mesures d'atténuation comprennent: i) le recrutement de personnel professionnel de gestion financière; ii) l'installation d'un logiciel de comptabilité; iii) la rédaction d'un manuel d'exécution du programme acceptable pour le FIDA; iv) la conclusion d'un mémorandum d'accord entre le Ministère de l'agriculture et des forêts et le KGF; v) des audits internes et externes.
36. **Modalités de communication de l'information financière et comptable.** Le programme a adopté des procédures et des politiques comptables conformes aux normes comptables internationales et aux prescriptions du Gouvernement en la matière. Les comptes et rapports financiers sont gérés au niveau de l'UCGP, qui est également chargée de veiller à ce que les fonds soient utilisés aux fins prévues. Le programme utilise le système de dépenses publiques du Gouvernement élaboré par le Ministère du Trésor public et des finances pour traiter tous les paiements provenant de la contribution de contrepartie du Gouvernement. Le Département des enquêtes et des projets travaille à l'acquisition et à l'installation d'un logiciel de comptabilité capable de produire tous les rapports requis conformément aux exigences du FIDA.

37. **Dispositions relatives à l'audit interne et externe.** Le Département de l'audit interne du Ministère de l'agriculture et des forêts contrôle le travail du ministère en général. Le Département des enquêtes et des projets négocie et se coordonne avec le Département de l'audit interne en vue d'inclure les projets du FIDA dans le plan de travail, notamment en ce qui concerne l'utilisation des fonds du FIDA par les bénéficiaires finaux ciblés. Le Département de l'audit interne examinera l'efficacité des systèmes de contrôle interne. Concernant l'audit externe, les états financiers annuels du programme seront audités par le contrôleur du Trésor, actuellement chargé d'effectuer les audits externes de tous les projets financés par la Banque mondiale et le FIDA, conformément aux Normes internationales d'audit et en vertu du mandat approuvé chaque année par le FIDA. Le mécanisme de garantie des crédits sera audité par le Commissaire aux comptes dans le cadre de son audit annuel.
38. **Gouvernance.** Conformément aux directives du FIDA, les dossiers d'appel d'offres et les contrats relatifs à l'acquisition de biens, aux travaux et aux services financés par des ressources allouées ou administrées par le FIDA doivent comporter une disposition selon laquelle les fournisseurs, les entrepreneurs et les consultants doivent: i) veiller au respect de la politique anticorruption du FIDA; ii) autoriser le FIDA à inspecter leurs comptes, registres et autres documents relatifs à la soumission d'offres et à l'exécution des contrats, et à les faire auditer si cela est jugé nécessaire. La participation des parties prenantes sera renforcée par la mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes et des griefs par le Ministère de l'agriculture et des forêts, ainsi que par une évaluation périodique effectuée par un tiers, afin de recueillir leurs observations.
39. **Passation des marchés.** Le cadre juridique existant pour les marchés publics en Turquie est jugé globalement conforme aux normes internationales.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique

40. Le PTBA constitue le principal outil de planification; il a été élaboré selon une approche participative ascendante au sein des pôles économiques et en conformité avec le cadre logique du programme. Une fois que les priorités au niveau du pôle sont définies et que les activités sont établies, un PTBA est préparé par les URGP pour chaque province, d'abord consolidé pour leurs régions respectives, puis soumis à l'UCGP pour consolidation et transmission au Département des enquêtes et des projets en vue de son inclusion dans le budget. Le projet de PTBA est envoyé au FIDA pour examen et, en l'absence d'objection, il sert de guide à la mise en œuvre des activités des pôles et fournit des points de repère permettant de mesurer les progrès accomplis chaque année dans l'exécution.
41. **Suivi-évaluation.** Le système de suivi-évaluation repose sur une approche axée sur les résultats, de manière à rendre compte des progrès réalisés par rapport aux objectifs du PTBA et à évaluer périodiquement les avancées en matière d'impact. Alors que les deux assistants chargés du suivi-évaluation au sein de l'URGP assument la responsabilité principale du système, tous les autres agents d'exécution au niveau de la province, du district et du pôle jouent un rôle important dans la collecte et l'analyse des données pour l'évaluation des effets directs et de l'impact des activités du programme. Le spécialiste du suivi-évaluation au sein de l'UCGP a la responsabilité générale de la coordination. Le programme adopte la méthode de géoréférencement pour appuyer l'exécution et les processus de suivi-évaluation.
42. **Gestion des savoirs.** Le FIDA et le Gouvernement perçoivent l'URDP comme un investissement considérable pour apprendre à lutter contre l'isolement et le dépeuplement croissants des zones rurales, et les inégalités croissantes entre les zones rurales et urbaines. Le principal moyen de transposition à plus grande échelle reposera sur la production de savoirs afin d'influer sur les politiques et de favoriser la reproduction du modèle de pôle de développement économique par le

Gouvernement et les acteurs des plateformes multipartites. Le programme permettra au Gouvernement de générer des savoirs sur les retombées des partenariats d'investissement groupés et des investissements, et contribuera à éclairer le développement des futurs programmes publics et à garantir une utilisation optimale des investissements au profit des agriculteurs ruraux vivant dans les hautes terres. En outre, des fonds issus du don sont inclus dans le programme de partage des savoirs sur le modèle de pôle économique en vue de la réduction de la pauvreté dans les écosystèmes montagneux de pays similaires grâce à la coopération Sud-Sud.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

43. Sous réserve de l'approbation du financement additionnel par le Conseil d'administration, l'accord de financement de l'URDP sera modifié de manière à tenir compte des ressources additionnelles allouées par le FIDA.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

44. Un accord de financement entre la République turque et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
45. La République turque est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
46. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

47. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République turque un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de dix-neuf millions quatre-vingt-quatorze mille euros (19 094 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators ¹				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base-line ²	Mid-Term	End Target	Source ³	Frequency	Responsibility	
Outreach:	Number of persons receiving services promoted or supported by the project (women)	0	9,000	14.220	Programme system M&E	Annual	CPMU and RPMUs	
	Number of persons receiving services promoted or supported by the project (men)	0	21,000	33.180	Programme system M&E	Annual	CPMU and RPMUs	
	1.a Corresponding number of households reached	0	30,000	47,400				
	1.b Estimated corresponding total number of household members ⁴ :	0	105,000	165,900				
Goal: Enhance prosperity and resilience of upland smallholder farmers	Percentage reduction in the number of households in targeted areas living below the national poverty line ⁵	0	15%	40%	Baseline, mid-term and impact assessment surveys	Baseline Mid-term Completion	CPMU	<ul style="list-style-type: none"> Continued social, political and economic stability in the country and no major sustained disruption to market access to major export markets. GovT willing to allocate finance, manpower and technical expertise. Poverty reduction remains priority agenda
Development Objective: Strengthen the resilience of upland communities, especially youth, and improve their integration into markets.	Percentage of households in targeted areas with a monthly income of TRY 3,000 or higher (10% youth)	TBD	30%	90%	Baseline, mid-term and impact assessment surveys/ Annual Outcome Surveys	Baseline Mid-term Completion	CPMU, MSPs	
	Increase in the value of priority products marketed through economic infrastructure of the clusters ⁶ Increase in volume of priority products marketed through economic infrastructure of the clusters (measured in tons, per product)	TBD TBD	USD 25 m 25%	USD 29 m 30%				

¹ Data for all household related indicators to be disaggregated by poverty status, age and gender of household head.

² Baseline figures will be updated based on baseline survey results

³ Additional external sources of data to verify performance will be identified and used wherever possible. This will include data on loans from partner banks, MFAL and MFWA statistics, market trading statistics from Dept of Commerce etc.

⁴ The average household size is revised as 3.5 persons due to change in the statistics which was initially 3.9 persons.

⁵ Poverty measurement according to the national poverty line (\$4.3 per capita per day)

⁶ The M&E system will analyze the data by the different economic development clusters and commodity points. Clearly, farmers are marketing produce already. This indicator will measure the additionality of the clusters.

Results Hierarchy	Indicators ⁷				Means of Verification			Assumptions	
	Name	Base-line	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility		
Outcome 1 Strengthened economic development clusters	Percentage of households reporting an increase in production (Core Indicator 1.2.4)	0	15%	40%	Annual outcome surveys	Annually	CPMU, RPMU	<ul style="list-style-type: none"> External socio-economic factors do not disrupt MSPs; Sufficient interest from private sector in MSPs across all priority commodity clusters; 	
	Percentage of households having established market linkages within EDC	0	20%	50%	Annual outcome surveys	Annually	CPMU, RPMU		
Outputs	Number of MSPs established and functional ⁸ (Core Indicator policy 2)	0	22	40	MSPs meetings	Quarterly	MSPs	<ul style="list-style-type: none"> Outreach of media and awareness campaigns effective in mobilising clusters Uptake from rural entrepreneurs / farmers sufficient Other Ministries willing and able to increase coordination to harmonize support to target communities. Climate change is in line with current predictions 	
1.1 EDC MSPs established	Value of infrastructure constructed/rehabilitated (million EUR)	0	14.8	25.8	Programme monitoring reports	Semi-annually	RPMU		
1.2 Supported EDCs infrastructure	Number of persons trained in production practices and/or technologies (Core Indicator 1.1.4)	0	418	830	Training reports	Quarterly	CPMU, RPMU		
1.3 Farmers/ organizations capacitated	Number of hectares of land brought under climate-resilient management (Core Indicator 3.1.4)	0	300	490	Programme monitoring reports	Semi-annually	RPMU		
1.4 Farmers/organization investments	Number of products branded based on geographical origin	0	2	10	Programme monitoring reports	Annually	RPMU		
1.5 Branding and promotion of upland produce									
Outcome 2: Increased utilization of financial services among rural people in uplands	Percentage decline in collateral coverage requested by participating financial institutions	TBD	30%	50%	PFI's / KGF	Annual	CPMU and RPMUs	<ul style="list-style-type: none"> GovT and banks participate as expected 	
Outputs	Number of loans provided using the credit guarantee scheme (value of loans to be analyzed under the M&E system) (10% youth, 30% women)	0	3,425	3,425	KGF reports Bank reports	Quarterly	RPMU	<ul style="list-style-type: none"> Willingness of beneficiaries to take loans/ cluster investment partnerships 	
	2.1 Developing a new credit mechanism system KGF/PGS	<ul style="list-style-type: none"> Number of persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services (Core Indicator 1.1.7) (10% youth, 30% women) 	0	3,920	8,720	Training reports	Quarterly		RPMU
	2.2 New partnerships established with financial sector actors (mainly private banks)	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of persons in rural areas accessing financial services (Core Indicator 1.1.5, 10% youth, 30% women) 	TBD	30%	70%	KGF reports Bank reports Project reports	Quarterly		RPMU

⁷ Data for all household related indicators to be disaggregated by poverty status, age and gender of household head.

⁸ Under the M&E system the number of participants will be captured and analyzed by sex, age, type of representatives

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash flow models

<i>Household and cooperative models</i>	Investmt.	Net income WP year 8 (TRY)	Annual Inc. net benefits per TRY Investment	NPV @ 10% (TRY)	B/C	IRR	Return to family labour, TRY/day
Economically active poor HHs mixed	67 000	38 790	0.6	151 936	1.2	77%	455
Economically active poor HHs cattle	59 000	71 635	1.2	256 718	1.3	88%	414
Economically active poor HHs grape	40 000	28 750	0.7	151 063	1.5	58%	1 917
Economically active with upside potential walnut beekeeping	66 854	59 371	0.9	283 169	2.3	40%	360
Economically active with upside potential goat vegetable in plastic tube	148 402	69 687	0.5	265 209	1.3	68%	609
Economically active with upside potential cherry orchard	53 000	57 409	1.1	284 339	2.9	80%	2 107
Cooperative model milking facility	223 050	172 200	0.8	911 875	3.3	40%	-
Cooperative model fruit cold storage facility	150 000	145 390	1.0	475 737	2.4	76%	-
<i>Crops and activity models</i>							
Walnut	42 279	20 116	0.5	33 485	1.2	16%	671
Cherry	53 000	54 191	1.0	177 466	2.9	29%	1 806
Grape	80 000	38 500	0.5	117 288	1.7	22%	1 283
Tomato (greenhouse/plastic tube)	594 800	149 278	0.3	371 070	1.5	29%	783
Strawberry (greenhouse/plastic tube)	400 000	115 267	0.3	177 993	1.2	21%	1 002
Maize- Silage	15 000	8 336	0.6	30 121	1.7	63%	556
Goat breeding	68 402	38 513	0.6	248 091	0.7	87%	306
Bee-keeping	74 350	87 955	1.2	293 442	3.6	60%	628

Table B
Programme costs and logframe targets

PROJECT COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME					
TOTAL Costs	73.5	m EUR	PMU	M EUR	6.6
Beneficiaries		People	165 900	HHs	47 400
Cost per beneficiary	443	EUR/person			
	1 550	EUR/HH			
Components and Cost (EUR million)	Outcomes and Indicators				
- Component 1: Clustering for resilient rural transformation					Percentage of households reporting an increase in production (Core Indicator 1.2.4)
- m EUR	62.1		Strengthened economic development clusters		Percentage of households having established market linkages within EDC
-					
- Component 2: Inclusive Rural Finance					Percentage decline in collateral coverage requested by participating financial institutions
- m EUR	4,7		Increased utilization of financial services among rural people in uplands		
-					

4

Table C
Main assumptions and shadow prices

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES			
Official Exchange rate (OER)	3.50	Discount rate	10%
Shadow Exchange rate (SER)	3.90	Social Discount rate	10%
Shadow Exchange Ratio Factor (SERF)	1.10	Output conversion factor	0.91
Standard Conversion Factor	1.00	Input Conversion factor	0.98

Table D
Beneficiary adoption rates and phasing

	PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	PY7	PY8
Adoption rate	-	70%	70%	70%	70%	70%	70%	-
Phasing in % (HHs models)	-	10%	13%	13%	15%	25%	24%	-
Phasing in % (cooperative models)	-	23%	28%	0%	25%	25%	0%	-

Table E
Economic cash flow

	Values in '000 EUR	Net Inc. Benefits	Incr. Costs	Cash Flow
ECONOMIC ANALYSIS	PY1	0	2 788	-2 788
	PY2	-5 591	9 182	-14 773
	PY3	- 7 645	9 041	-16 686
	PY4	-5 884	10 884	-16 768
	PY5	- 5 291	12 854	-18 146
	PY6	-7 670	6 278	-13 948
	PY7	-1 037	4 591	-5 629
	PY8	13 988	3 669	10 319
	PY9	17 816	734	17 082
	PY10	21 741	734	21 007
	PY11	25 702	734	24 968
	PY12	29 058	734	28 324
	PY13	31 641	734	30 908
	PY14	33 913	734	33 179
	PY15	35 734	734	35 000
	PY16	36 718	734	35 985
	PY17	36 718	734	35 985
	PY18	36 718	734	35 985
	PY19	36 718	734	35 985
	PY20	36 718	734	35 985
				NPV ('000 EUR)
				30 796
				ERR
				14.7%
				BCR
				1.73

Table F
Sensitivity analysis

Programme base case	Assumptions	NPV (EUR Million)	EIRR
		30.8	14.7%
Decrease in benefits	-20%	16.2	12.8%
	-50%	5.7	8.7%
Increase in Costs	20%	22.3	13.2%
	60%	5.4	10.7%
	86%	(5.6)	9.3%
Simultaneous decrease in benefits and increase in costs	benefits (10%) & cost (70%)	(12.9)	8.4%
	benefits (20%) & cost (50%)	(5.0)	9.3%
	benefits (30%) & cost (40%)	(8.0)	8.7%
Delays in benefits	2 years	8.9	11.5%
	3 years	(0.5)	9.9%